

L'élection présidentielle se profile à l'horizon. Paul Biya est déjà (presque) entré en campagne. Du côté de l'opposition politique, ou ce qui en tient lieu, on semble s'être habituée aux cuisantes débâcles électorales à l'issue des scrutins organisés par le pouvoir néo-patrimoinal en place dans le seul but de se pérenniser ou de présenter un visage démocratique. Après chaque élection, l'opposition s'est toujours contentée de déposer des recours auprès de la Cour suprême siégeant comme Conseil constitutionnel, sans illusion sur l'issue qui leur sera réservée et comme si cette juridiction, dont les accointances avec le pouvoir exécutif sont un secret de polichinelle, pouvait opérer des miracles en faveur de l'alternance ou du changement. Simple naïveté politique, politique de courte vue ou erreur stratégique ou tactique ? Toujours est-il que ce qui laisse le commun des citoyens dubitatif, c'est l'attitude des partis politiques d'opposition et de leurs leaders face à ces échecs récurrents. On dirait qu'ils sont incapables de tirer les leçons des échecs antérieurs et qu'ils se contentent de scander les slogans tels que *Biy a must go*
et d'affubler le monarque présidentiel qui trône à Etoudi depuis 28 ans de tous les noms d'oiseaux pour que leur rêve devienne une réalité. D'aucuns se comportent comme si le départ de l'homme-lion constituait la finalité de leur combat politique. Pourtant, certains parmi ces leaders dont le confort intellectuel est envié et enviable savent qu'il ne suffit pas de vociférer mécaniquement des formules incantatoires, de scander les slogans hostiles au régime en place et contre son chef, pour que le système change, pour que le peuple suive les mots d'ordre ou pour qu'il y ait alternance à la tête de l'État. Le peuple camerounais, qui avait enduré presqu'une année de souffrance héroïque pour être en fin de compte transformé en dindon d'une farce de très mauvais goût par certains ventriloques, n'a pas encore oublié les erreurs et les trahisons des années de
" violence démocratique "
. Il sait aujourd’hui que l’alternance rime avec l’alternative.

Mangeoire

Au début des années 90, précisément en 91 et 92, le peuple avait rêvé. En ce moment-là, n'ayant pas encore faim et n'étant pas encore sous le coup de la baisse drastique des salaires des fonctionnaires et de la dévaluation du franc Cfa survenue en janvier 1994, il croyait encore à la magie des mots et pouvait défier n'importe quel tyran. Mais, depuis lors et au fil des années, beaucoup d'eau a coulé sous le pont. Les rues sont devenues calmes. Les discours et les poings levés ne produisent plus un grand effet sur les foules. Beaucoup de leaders politiques ont quitté la scène. D'autres ont rejoint la mangeoire.

Malgré les multiples déconvenues, l'opposition, mieux ce qui en reste, ne semble pas être prête pour faire son autocritique et jeter un regard froid sur ses erreurs et ses trahisons qui ont poussé le peuple à se détourner de ses mots d'ordre. De nos jours, ce peuple est tout aussi fatigué et désillusionné de l'inconsistance de la politique de l'opposition que de la gestion laxiste, ethnocentrée et à l'emporte caisse du pouvoir en place.

A peine les lampions s'étaient-ils éteints sur le double scrutin législatif et municipal du 22 juillet 2007 que nous étions déjà entrés dans une nouvelle ère où se profilaient à l'horizon les élections des Conseils régionaux, les sénatoriales et surtout l'élection présidentielle de 2011. Pour les élections des Conseils régionaux et les sénatoriales, Paul Biya et le parti-État, le parti au pouvoir ou proche du pouvoir, c’est selon, le Rassemblement démocratique du peuple camerounais (Rdpc), avec leurs majorités qui font honte, ont balisé le chemin pour verrouiller le système. Ils auront, le moment venu, la majorité absolue au Sénat et contrôleront au moins 09 des 10 conseils régionaux que comptera notre pays. La loi d'orientation de la décentralisation ne dispose-t-elle pas en son article 10 (1) que *" l'État assure la tutelle sur les Collectivités territoriales "* ? C'est dire si le parti-État aura la main mise sur les collectivités territoriales décentralisées. Il ne reste plus aux forces du changement que la présidentielle de 2011 que Paul Biya prépare minutieusement.

Si l'opposition et les forces du changement veulent espérer accéder au pouvoir en 2011, elles doivent faire leur propre mue et relever les défis qui les interpellent, en tenant compte du contexte dans lequel elles évoluent et qui est caractérisé par l'organisation des élections à un tour. Elles ne peuvent renverser la tendance en 2011 que si elles effectuent un diagnostic pertinent de la situation du Cameroun et mettent en cohérence l'analyse stratégique et les tactiques sur le terrain. Elles doivent montrer qu'elles ont une vision du Cameroun, qu'elles constituent une espérance, qu'elles ont une capacité pour le changement et qu’elles ont une capacité pour gouverner le Cameroun.

Nouvel ordre politique

Concrètement et en premier lieu, il y a le défi de la cohésion et de la cohérence, c'est-à-dire la création d'un cadre de concertation pouvant leur permettre de régler des questions d'intérêt commun, de concevoir et de promouvoir des projets alternatifs crédibles, des approches politiques novatrices et efficaces, bref un cadre pour une véritable synergie d'associations et d'actions en vue de l'instauration d'un nouvel ordre politique et de l'alternance politique dans notre pays en 2011. Ce défie constitue d'ailleurs une condition sine qua non, un préalable sans lequel une alternance pacifique n'est pas possible. Un adage bien connu, nous enseigne qu'une seule main ne peut pas attacher un fagot, autrement dit : l'union fait la force. Tant que l'opposition et les forces du changement n'auront pas satisfait ce préalable, tant qu'elles n'auront pas transcendé leur égoïsme, leurs clivages, leurs mesquineries qui cachent mal leurs visées pouvoiristes, elles passeront leur temps à faire du bruit comme des tonneaux vides, à aboyer pour signaler le passage de la caravane de Paul Biya et du Rdpc. Mais, aux yeux du peuple camerounais, elles demeureront un ramassis de traîtres, d'arrivistes, d'opportunistes et de saprophytes. Car, il faut bien le dire et le redire, le peuple peut pardonner, mais, il n'a pas la mémoire courte. Il n'oubliera pas de sitôt les erreurs, les infidélités, les fautes ou trahisons que cette opposition a commises au cours des années 90, si celle-ci continue toujours de le considérer comme le dindon de la farce.

Faut-il le rappeler, au début des années 90 l'opposition naissante, titubante, minée par le tribalisme et le pouvoirisme de certains leaders, n'avait pas su ou pu capitaliser le mécontentement populaire et avait non seulement sous-estimé la capacité de résistance du régime en place, mais avait naïvement pensé qu'il suffisait d'envoyer le peuple dans la rue pour faire chuter le régime néo-patrimonial qui dirige notre pays depuis un demi-siècle. Elle avait commis une erreur stratégique et n'avait pas su tirer les leçons de l'histoire des révolutions qui nous enseigne que toutes les révolutions qui ont réussi sont celles-là qui ont été minutieusement conçues, qui ont élaboré des stratégies, simulé des tactiques et ont déterminé les objectifs réalisables à court, moyen et long terme. En d'autres termes, l'histoire nous enseigne qu'il n'existe pas de *" révolutions spontanées "*. Même les révolutions ou mouvements populaires non violents qui ont renversé, au début des années 2000, les pouvoirs autoritaires de Belgrade en 2000, de Tbilissi en 2003 et de Kiev en 2004 n'étaient pas spontanées comme l'avait laissé entendre une certaine opinion. Elles avaient été l'aboutissement d'une longue préparation et avaient bénéficié d'un soutien international.

Certains Camerounais(es) ne peuvent pas facilement oublier la trahison de M. Bouba Bello qui avait organisé, à quelques jours de la tripartite, le débarquement de M. Samuel Eboua de la tête de l'Union nationale pour la démocratie et le progrès (Undp) pour mieux caporaliser ce parti et le mettre au service du Rdpc et de ses intérêts personnels. Tout comme ils ne peuvent pas oublier les trahisons de ces lugubres individus qui, attirés par 500 millions F Cfa *"offerts "* par le président de la République, avaient cassé la dynamique du Directoire de l'opposition. Il en est aussi des tergiversations de M. John Fru Ndi, qui avaient fini par faire en sorte que le Social Démocratie Front (Sdf) ne prenne pas part aux législatives de mars 1992. On classera aussi dans le registre de la trahison le fait pour John Fru Ndi d'avoir empêché, en 1992, la Cour suprême d'annuler une élection présidentielle entachée de nombreuses irrégularités et celui d'avoir refusé de créer autour du Sdf dès 1993 une dynamique plurielle en vue des élections de 1997. Ce fut également une trahison lorsque certains partis politiques avaient décidé de boycotter l'élection présidentielle de 1997. Car, comme le souligne si pertinemment le journaliste Jean-Baptiste Sipa, l'élection présidentielle, dans nos républiques bananières, *" est l'occasion parfois unique pour chaque candidat, de donner à la nation une certaine lisibilité de son programme s'il en a un, ou de sa vision du destin national, à moins que ce soit d'étaler sa nullité... tout ceci en attendant le jour ou les sous-préfets deviendront assez patriotes et républicains pour respecter la volonté du peuple exprimée dans les urnes ".*
Le comble avait été atteint, en 1997, lorsque certains leaders des partis politiques qui avaient prôné le boycott de l'élection présidentielle avaient manœuvré pour entrer au gouvernement pendant que d'autres, dont la perception de la politique est essentiellement pouvoiriste, entraient à l'Assemblée nationale tout en sachant qu'ils ne seraient que des faire-valoir démocratiques. Après tout, même s'ils ne pouvaient rien changer à Ngoa Ekellé, on peut imaginer qu’ils s’étaient dit qu’ils percevront quand même leur salaire et géreront les fonds mis à leur disposition pour les microprojets. Des exemples d'erreurs et de trahisons de ce genre ayant traversé l'univers politique camerounais sont légion. Il n'est point besoin de revenir sur la tragi-comédie que nous avons vécue en 2004 avant l'élection présidentielle ou de parler de la

récente trahison d'Issa Tchiroma Bakary devenu depuis 19 mois, Dougourou du Roi Paul Biya. La faim chasse les loups des bois. Passons !

L'opposition ne saurait donc, après 21 ans d'ouverture/fermeture démocratique, se réfugier derrière l'excuse de la jeunesse, de la toute-puissance d'une administration partisane, des fraudes massives aux élections, de l'inexistence d'un organe indépendant chargé de la gestion du processus électoral pour solliciter l'indulgence des Camerounais(es). Car, nous sommes convaincus que ni les armes, ni les fraudes électorales ne peuvent venir à bout d'un peuple déterminé.

Division et égocentrisme

Répétons-le quitte à ce que cela irrite : les deux tares congénitales de l'opposition et des organisations de la société civile camerounaise sont leur extrême division et l'égocentrisme. Incapables de s'entendre, engluées dans les querelles ethniques et de leadership, partisans de la logique du ventre et du bas ventre, certains opposants camerounais ne valent pas un sou. Paul Biya le sait et sait manœuvrer pour que cette division perdure. Plusieurs cadres de concertation ont déjà été initiés pour la recherche d'un leader pouvant porter le projet de société de l'opposition. Sans succès. Ces échecs ont hélas toujours été relatifs à l'égoïsme ou à l'égocentrisme des initiateurs qui mettaient tout en œuvre pour que le profil du leader leur ressemble.

Pourtant, sociologiquement, l'opposition et les forces du changement sont majorité dans notre pays. On ne peut que regretter le fait pour cette opposition de n'avoir pas pris en considération cet *"appel au peuple camerounais"* lancé, il y a quelque année, par le Front des forces alternatives pour un *" redéploiement de l'opposition politique "* au Cameroun. Dans cet appel on peut lire : *"*
l'opposition politique est sociologiquement majoritaire dans le pays. Toutes les expériences passées ont montré que, dans l'état actuel des choses, aucune formation politique de l'opposition ne peut, à elle seule, à partir du code électoral existant, renverser le régime Rdpc. Les regroupements hâtifs et mal préparés des partis d'opposition se sont révélés trop fragiles pour conduire jusqu'à son terme le rude combat pour l'émancipation du peuple camerounais. L'inféodation de l'administration, le détournement de tous les moyens de l'État abusivement et illégalement consacrés à la perpétuation de la dictature, le viol systématique de toute disposition légale qui pourrait hypothéquer l'entreprise de coup d'État électoral du Rdpc, rend illusoire toute velléité de renversement de ce régime par un vote libre, démocratique, transparent et équitable, aussi longtemps que le processus électoral est entre les mains du pouvoir et de son administration. L'opposition doit donc s'unir, mieux s'organiser et agir de concert avec la société civile pour faire triompher les aspirations populaires pour plus de liberté,

de justice et d'égalité ".
Paul Biya et ses thuriféraires sont conscients de cette situation. Leurs manœuvres politiciennes -corruption d'une certaine jeunesse pour qu'elle descente dans la rue pour manifester leur soutien au régime en place, les motions de soutiens suscitées par le Comité central du Rdpc - tiennent compte de cette réalité. C'est la raison pour laquelle il leur a été difficile de rendre public les résultats du recensement général truqué de la population réalisé il y a quelques années, de peur aussi que l'opposition, les forces du changement et certaines régions du Cameroun ne prennent conscience de leur poids sur l'échiquier politique national.

Les modifications apportées récemment à certaines dispositions de la loi constitutionnelle du 18 janvier 1996 et de la loi électorale, la création d’Elections Cameroon (Elecam) et la nomination des membres du bureau politique et du Comité central du Rdpc à Elecam renforcent la pertinence des propos ci-dessus et montrent à suffisance que le monarque présidentiel n'est pas prêt à lâcher du lest.

Partager le pouvoir

Lorsque le peuple prend connaissance d'une analyse aussi juste de l'opposition camerounaise et constate que celle-ci n'en tire pas les conclusions qui sautent même aux yeux des aveugles, mais que cette opposition laisse plutôt transparaître une inclination à partager le pouvoir qu'elle prétend dénoncer, alors il en conclut qu'au fond, *" entre le pouvoir qui ment et l'opposition qui illusionne, la différence n'est pas évidente, et que somme toute, il vaut mieux préférer l'original à une pâle copie du même système. D'autant plus qu'au moins à l'occasion des campagnes électorales, ou de la nomination d'un ministre, le Rdpc ponctionne le budget de l'État pour distribuer aux populations démunies, quelques cuisses de poulets d'importation, arrosées de bière et accompagnées d'un pagne à l'effigie du prince "*
, même si ces poulets congelés sont porteurs de germes pathogènes, pour parler comme Jean-Baptiste Sipa. De toute façon, ventre affamé n'a point d'oreille.

Même si les stratégies et tactiques pour remporter les élections législatives doivent être affinées quand il s'agit d'élection présidentielle, il reste que la récente victoire du Mouvement progressiste (Mp) dans le Wouri-Est conduite par Jean-Jacques Ekindi, son coordonnateur- qui a su judicieusement exploité les faiblesses de la loi électorale - soutenu par une coalition électorale constituée entre le Mp, l'Union démocratique du Cameroun (Udc), est venue à point nommé pour rappeler à ces leaders des partis d'opposition, qui ont toujours prétendu ne vouloir que le bien du Cameroun et celui de leurs concitoyens, que rien n’est perdu pour la présidentielle de 2011 et qu'aucun parti ne peut renverser le système actuel seul.
Tout en continuant le combat pour l'amélioration du cadre institutionnel relatif à la gestion du Cameroun et spécifiquement à la gestion des élections, les Camerounais(es) ne devraient pas

oublier les enseignements de l'histoire selon lesquels les armes, les fraudes électorales, l'inféodation de l'administration par un parti politique ne constituent pas des obstacles insurmontables pour un peuple conscientisé, conscient de son destin et des enjeux et qui décide de se libérer du joug d'une dictature sortie des urnes.

Leader charismatique

Le deuxième défi à relever est celui du choix d'un leader charismatique qui doit porter le projet, c'est-à-dire d'un homme qui exerce *" un ascendant ou une emprise sur les foules parce qu'il est reconnu et institué charismatique et des actes conformes accompagnent et confirment cette reconnaissance "*

(Eboussi, 1997 :328). Cette reconnaissance, poursuit le philosophe africain, " est une délégation de foi, de l'espoir et du pouvoir de tous à un seul. Elle ne se fait pas de façon arbitraire. Elle est liée et circonscrite à un contexte, à ses limites et à ses possibilités. Elle a des déterminants objectifs et obéit à des intérêts connaissables et exprimable" (Ibid) Celui-ci devra donner les gages de sa probité morale, de son patriotisme et devra s'engager à ne jamais trahir les aspirations du peuple.

Le troisième défi à relever par l'opposition camerounaise et les forces du changement, après le préalable sus-énoncé, est celui de l'implantation sur le terrain, principalement dans les campagnes, zones rurales et/ou zones d'accès difficile. Comme nous l'avons souvent affirmé, au Cameroun, en dehors du parti-Etat, aucune autre formation politique ne peut se prévaloir d'une implantation nationale. Pour preuve, lors des dernières consultations électorales, principalement lors des élections des conseillers municipaux, le Rdpc s'est présenté seul dans 79 circonscriptions. D'où la nécessité de la création d'un cadre de concertation entre les partis d'opposition et organisations de la société civile ou de la formation des coalitions afin de couvrir le territoire national et de régler la question des scrutateurs qui, bien former pourraient empêcher les fraudes et autres manipulations dans certaines localités.

Le quatrième défi est d'ordre financier. L'argent, peut-on dire, est le nerf des élections. Sans argent, les partis politiques d'opposition sont certes limités dans leurs entreprises, mais là aussi, on peut dire que si l'opposition redevient crédible aux yeux des Camerounais(es), les questions financières trouveront leurs solutions auprès des militants et sympathisants et autres sources potentielles de financement. D'ailleurs, en 1992, l'opposition naissante, l'Union pour le changement, sans moyens et qui ne bénéficiait pas encore des subventions de l'État, avait réussi à mobiliser le peuple derrière elle.

Le cinquième défi est celui de la formation politique et citoyenne des militants, sympathisants et des populations. Dans les zones urbaines, les personnes sont plus conscientes des enjeux d'une élection qu'en zones rurales où il faut déployer des trésors d'énergie pour faire comprendre aux populations que c'est la manière de gérer le patrimoine commun qui est responsable de la misère dans laquelle elles sont plongées et qu'il est possible de changer le régime par les élections.

De notre point de vue, le moment est venu pour leaders de l'opposition et forces du changement de relever ces défis dont la liste ne nous semble pas exhaustive. Si les leaders des partis politiques et d'opinion sont des patriotes comme ils affirment très souvent dans leurs discours, si l'objectif final de la lutte qu'ils ont jusqu'ici engagée est le bien être des Camerounais(es) et l'avènement d'un état de droit véritablement démocratique, il faudrait bien qu'ils transcendent leurs querelles idéologiques, ethniques et de leadership pour proposer aux Camerounais une alternative crédible. Ce faisant, ils éviteraient une nouvelle trahison.

Jean-Bosco Talla

Source: *Germinal* n°048